

SESSION 2006**DROIT DES SOCIÉTÉS**

Durée de l'épreuve : 4 heures – Coefficient : 1

Documents autorisés :

Aucun document n'est autorisé.

Matériel autorisé :Aucun matériel n'est autorisé. En conséquence, tout usage d'une calculatrice constituerait une **fraude**.**Documents remis au candidat :**

Le sujet comporte 4 pages numérotées de 1 à 4.

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.*Le sujet se présente sous la forme de six dossiers indépendants*

Page de garde	page 1
DOSSIER 1 (2,5 points)	page 2
DOSSIER 2 (2,5 points)	page 2
DOSSIER 3 (4,5 points)	page 3
DOSSIER 4 (4,5 points)	page 3
DOSSIER 5 (2 points)	page 4
DOSSIER 6 (4 points)	page 4

Le sujet comporte une annexe : présentation de la SA LMT page 4

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de son annexe, vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la ou de les mentionner **explicitement** sur votre copie.

SUJET

Société familiale créée en 1985 par Pierre Moulin, la SA LMT (Le Maître Traiteur) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de conserves de légumes et de plats cuisinés frais et surgelés. Elle connaît un développement régulier grâce à la volonté de ses dirigeants d'innover constamment dans le domaine technique et grâce à leur vigilance quant à l'évolution des habitudes alimentaires des consommateurs.

Des prises de participations opportunes placent aujourd'hui la SA LMT à la tête d'un groupe de 5 sociétés qu'elle contrôle directement ou indirectement. Ces sociétés, implantées en Bourgogne, permettent au groupe de maîtriser les différentes étapes de la filière.

La SA LMT est présentée en annexe.

DOSSIER 1

L'exercice comptable de la SA LMT a été clos le 31 juillet dernier. Ses dirigeants préparent l'assemblée générale ordinaire annuelle (AGO).

- 1.1/ **Quelle est la compétence de l'AGO ? Préciser les conditions de quorum pour que l'assemblée puisse délibérer valablement.**
A quelle date au plus tard l'AGO de la SA LMT devra-t-elle être réunie ?
- 1.2/ **Le mandat de Jean Cordier est arrivé à son terme. Quelle est la durée du mandat d'un commissaire aux comptes ?**
Gilles Moulin souhaiterait que Jean Cordier conserve ses fonctions dans la SA. Est-il compétent pour prendre cette décision ?

DOSSIER 2

Afin de diversifier son pôle traiteur, la SA LMT envisage de s'associer avec la SARL SDM (Saveurs Du Monde) dans une structure commune. Gilles Moulin est en pourparlers depuis plusieurs mois avec Laurent Guérin, gérant non associé de la SARL SDM.

Le projet prévoit la constitution d'une SARL (Douceurs d'Ailleurs) à laquelle la SA LMT ferait apport de 27 300 € en numéraire. La SARL SDM apporterait des matériels de production pour un montant qu'elle évalue actuellement à 12 700 €. Il n'y a pas de commissaire aux comptes dans la SARL.

- 2.1/ **Quelles sont les règles relatives à l'évaluation de l'apport de la SARL SDM ?**
- 2.2/ **Martin Lombrage est l'un des 3 associés de la SARL SDM (il détient 30 % des parts sociales). Informé par la presse du projet en cours, il envisage de convoquer une assemblée générale pour que le projet soit discuté par la collectivité des associés.**
Est-ce possible ?

DOSSIER 3

L'épidémie de grippe aviaire a un impact très sensible sur l'économie du groupe. Philippe Guillon, associé de la SA LMT, est convaincu que, dans ce contexte, la constitution de la SARL Douceurs d'Ailleurs (immatriculée récemment) présente un risque sérieux pour l'intérêt social.

- 3.1/ Il a l'intention de saisir le tribunal pour demander une expertise de gestion. Il a réussi à persuader Simon Vernet de s'associer à son action.
Cette demande est-elle recevable ?**
- 3.2/ Par ailleurs, Gilles Moulin a été sollicité pour accorder la caution de la SA LMT au profit de la SARL Douceurs d'Ailleurs afin de garantir l'exécution d'un contrat de crédit-bail immobilier.
En a-t-il la compétence ?**

Le conseil d'administration de la SA travaille actuellement sur la possibilité pour la SA LMT d'émettre des actions de préférence.

- 3.3/ Après avoir défini les actions de préférence, vous indiquerez l'organe compétent pour décider d'une telle émission.**

DOSSIER 4

Le développement de la SA LMT implique un accroissement continu de la charge de travail de Gilles Moulin. Celui-ci serait favorable à une dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et directeur général qu'il assure depuis 2 ans. Il pense avoir le pouvoir de prendre cette décision mais il est surpris que rien ne figure à ce sujet dans les statuts.

D'autre part, il souhaite élargir l'équipe de direction avec la nomination d'un directeur général délégué.

- 4.1/ A quelles conditions peut être valablement décidée la dissociation des fonctions de directeur général et président du conseil d'administration d'une SA ?**
- 4.2/ Quels sont les pouvoirs du directeur général et ceux du directeur général délégué ?**
- 4.3/ Patricia Moulin a proposé sa candidature au poste de directeur général.
Sachant qu'elle est déjà administrateur de la SA TUDOR (au capital de 53 000 € et extérieure au groupe LMT dont le siège social est à Grenoble), pourrait-elle valablement cumuler ces mandats ?**

DOSSIER 5

Gilles Moulin envisage de constituer une association des acteurs de la filière en Bourgogne. Ce partenariat de la SA LMT avec les entreprises de la région aurait pour objectif de promouvoir les produits auprès des consommateurs finals par la valorisation des engagements des entreprises de la filière (sécurité, traçabilité, qualité, environnement).

Il pense pouvoir réunir une dizaine de membres. De plus, il a déjà pris des contacts en vue d'obtenir des subventions du conseil régional et des conseils généraux (qui pourraient s'élever à un montant total d'environ 50 000 €).

5.1/ Après avoir défini l'association, vous indiquerez à quelles conditions une association acquiert la personnalité morale.

5.2/ En cas de difficulté financière, la SA LMT serait-elle tenue des dettes de l'association ?

DOSSIER 6

Après avoir réclamé pendant plusieurs mois le paiement d'une créance de 3 200 € sans succès, l'URSSAF envisage d'assigner en redressement judiciaire la SARL Transroute (filiale de la SA LMT) d'une assignation en redressement judiciaire devant le tribunal de commerce.

**6.1/ Quelles sont les conditions d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ?
Quelle est la juridiction compétente ?**

6.2/ La SARL pouvait-elle être soumise à la nouvelle procédure de sauvegarde ?

ANNEXE

Présentation de la SA LMT

Capital social : 532 000 € divisé en actions nominatives ordinaires (*pas d'appel public à l'épargne*)

Actionnaires :

Gilles Moulin	300 actions, président du conseil d'administration et directeur général
Jacques Moulin ...	360 actions, administrateur
Patricia Moulin ...	500 actions, administrateur
SA Invest	240 actions, administrateur (<i>représentant permanent Alain Dutour</i>)
Philippe Guillon ...	220 actions
Simon Vernet	180 actions
Charles Lambert ...	200 actions

Commissaire aux comptes : Jean Cordier (*suppléante Valérie Jaillet*)